

Flashinfo

Le 1^{er} octobre, une mobilisation qui en appelle d'autres !

Ce 1^{er} octobre, plus de 170 000 personnes ont défilé dans 190 villes. Le 1^{er} ministre, contraint de reconnaître la politique désastreuse de Macron, lâche 2% d'augmentation du Smic au 1/11/24 et enterre la loi chômage désastreuse. Mais, malgré les 60 000 retraités mobilisés ce 1^{er} octobre, le gouvernement refuse l'augmentation due des pensions pour 2024 et reporte une éventuelle augmentation au 1/07/2025. La revalorisation de début 2024 porte sur l'année 2023. Depuis janvier 2017, les pensions n'ont augmenté que de 13,6 % pour une inflation de 19,5 %.

Pour la CGT, aucune pension complète à moins de 2000€ brut.

Dans le même temps le gouvernement, dans le cadre de la préparation du PLFSS 2025 (projet de loi de financement de la Sécu), envisage la remise en cause de la prise en charge des ALD, l'augmentation des franchises, l'augmentation du « ticket modérateur », l'augmentation des cotisations des complémentaires santé.

Luttons pour la Sécurité sociale intégrale !

Pas d'augmentation de l'imposition des profits des grandes entreprises comme celle des plus grosses fortunes. Refus de revenir sur les exonérations de cotisations sociales patronales qui coûtent chaque année + de 70 milliards aux budgets publics, ... Pourtant, depuis 2020, les 42 milliardaires français ont gagné 230 milliards €, de quoi faire 1 chèque de 3 400€ à chaque français.

Et 2 millions de seniors dont 62% de femmes, vivent en dessous du seuil de pauvreté (1 216€) par mois. (Source association des Petits Frères des pauvres)

Le 9 octobre ou à une autre date, les USR en intersyndicale proposent des rassemblements, conférences de presse pour porter les revendications des retraités ... Le groupe des 9 organisations se retrouve pour définir la poursuite des actions.

L'appel au droit à la paix du 21 septembre a été reprise un peu partout en France. Le 28 septembre, c'était la journée internationale pour le droit à l'avortement.

Nous devons agir pour une société plus juste et respectueuse de toutes et tous et refuser tous les actes et propos racistes, anti Lgbtqia+, pour le droit à la paix.

Nous devons agir pour un accès à la santé sur tout le territoire, pour une Sécu intégrale. **Non ! Les retraités ne sont pas des nantis ! Ils ne peuvent être la variable d'ajustement pour combler la dette organisée.**

Oui ! les retraités ont des besoins et ils se mobilisent pour obtenir gain de cause.

Vie syndicale

Le collectif revendicatif de notre UFR nous interroge et pousse à la réflexion pour construire et être pleinement impliqué dans le processus de luttes. Partons du vécu, des besoins en lien avec nos orientations et nos repères revendicatifs comme pour la participation ex-employeur à la complémentaire santé, aux vacances et loisirs, à la construction du Nouveau Statut du Travail Salarié, ... sans oublier le renforcement de la CGT.

Coupe budgétaire à La Poste ?

Le gouvernement reculerait sur la réduction de 50 millions € dédiés au financement des missions de service public postal déléguées à La Poste. Si la CGT se félicite de ce revirement, elle reste vigilante et porte des propositions pour améliorer le service postal, tant par son financement que par

son contenu, et s'est fait l'écho des revendications des postières et postiers

Accord sur la politique sociale du logement à La Poste : la CGT signe !

Des avancées pour le personnel: une aide aux postiers débutants pour payer son loyer dans l'attente (ou non) d'un logement social, des aides financières à destination des agents rencontrant des difficultés pour l'accès ou le maintien dans leur logement, des aides pour la recherche de logements du parc privé, pour l'accession à la propriété et pour la rénovation énergétique des logements ... et pour les retraités ?

Orange : la CGT dénonce sa stratégie.

La nouvelle équipe de direction ne recherche plus de relais de croissance en France. La zone Afrique-Moyen-Orient connaît une croissance significative bien

qu'il s'agisse d'une zone très exposée aux risques géopolitiques. Orange continue le démantèlement du secteur de recherche et Développement mais le développe en Roumanie où les salaires sont très bas. La réalité montre que seuls les intérêts du Capital sont pris en compte.



Les élections CSE à La Poste sont en cours, du 9 au 14 octobre. Pour renforcer ce service public et arracher de meilleures conditions de travail, retraités faisons gagner la CGT en faisant voter notre facteur, les agents de notre bureau de poste...

Petite enfance, Ehpad : le cauchemar doit cesser !

Suite à la parution de « Les Ogres » de Victor Castanet, les dérives du secteur de la petite enfance sont révélées. Comme pour les Ehpad, la marchandisation du secteur soutenue par une déréglementation conduit à des conditions de travail dégradées, des tarifs élevés pour les familles, la déqualification des professionnels, une pénurie de personnel, des bas salaires, un manque toujours important de places d'accueil...

Sortir du cercle vicieux des exonérations de cotisations sociales

Plus les salaires sont bas, plus les exonérations de cotisations aux entreprises sont hautes. C'est même un rapport commandé par le gouvernement qui le reconnaît ! « Les politiques d'allègements de cotisation peuvent avoir conduit à une sur-spécialisation de secteurs à bas salaires ». Pour la CGT, il faut augmenter les salaires et sortir des exonérations de cotisations sociales.

Augmenter le SMIC, les salaires et les pensions !

Les prix continuent d'augmenter. Si aucun geste politique n'est pris, les salariés vont encore perdre 2 % de pouvoir d'achat ! Le gouvernement doit tout mettre en œuvre pour augmenter les salaires et les pensions et sortir enfin les salariés et les retraités de la spirale de perte de niveau de vie : outre la hausse du Smic, indexation sur les prix et ouverture immédiate de négociations salariales dans toutes les entreprises.

Nos corps, nos choix, nos droits !

28/09 : journée internationale pour le droit à l'avortement dans un contexte d'attaques et de remises en cause de ce droit fondamental. La France n'est pas en



reste et les extrêmes droites aux portes du pouvoir nous font craindre le

pire. La CGT exige la prise en charge à 100 % de la contraception, le renforcement de l'éducation sexuelle, l'amélioration du nombre de centres d'accueil et d'interruption de grossesse, la relocalisation de la production des médicaments comme la pilule abortive, l'allongement du délai légal de pratique de l'IVG.

Grève au Théâtre l'Escapade à Hélin Beaumont

Depuis plusieurs mois, les salariés de ce théâtre subissent contraintes et menaces de la municipalité RN. Le personnel est

excédé : départ, arrête maladie, mutation d'office... Les employés restants sont aujourd'hui en sous-effectif pour pouvoir organiser la saison artistique. Cette maltraitance institutionnelle et ces pressions salariales sont le fruit d'une volonté politique pour mettre la main sur ce lieu de culture indépendant.

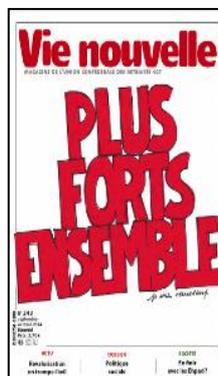


Soutien de la CGT à la Martinique en lutte

La contestation monte en Martinique contre la vie chère comme en 2009. Ce sont toujours les mêmes grandes fortunes qui profitent d'un système soutenu par La France. Les gouvernements successifs n'apportent qu'une réponse : l'envoi de troupes et la répression pour maintenir les privilèges des « profiteurs » ; pour les autres c'est l'austérité, la misère et la matraque. C'est pour cela que la CGT-Martinique appelle à la grève. La CGT apporte tout son soutien aux revendications portées.

Pour une politique migratoire d'accueil et de solidarité

A peine nommé, le gouvernement fait de l'immigration son cheval de bataille et multiplie les annonces outrancières et dangereuses. Avec des dizaines d'associations, la CGT s'oppose à toute nouvelle dégradation des droits des personnes exilées en France, revendiquant la régularisation des personnes sans-papiers, la protection des mineurs non accompagnés, le respect de la dignité et des droits humains.



Sophie Binet et Catherine Tran - Phung Cau dans ce Vie Nouvelle:

on se prépare à une rentrée de résistance, construisons une rentrée de conquêtes.
Un numéro à lire et à partager.



Massacres de civil-es : le gouvernement français doit s'engager immédiatement pour la paix au Proche Orient

La guerre menée par Israël contre le peuple palestinien se propage au Liban depuis quelques jours. La CGT extrêmement préoccupée du risque d'escalade et d'embrasement exige un cessez-le-feu immédiat à Gaza et au Liban, la fin du blocus et le retrait de l'armée israélienne. La CGT redemande au gouvernement de prendre une position claire et forte en faveur de la paix, de mettre fin à l'impunité dont bénéficie le gouvernement de Netanyahu et demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour adopter un cessez-le-feu immédiat.

Soutien aux peuples de Kanaky

Le 14 mai, E. Macron met fin aux accords interrompant ainsi le processus d'indépendance. La population indépendantiste se soulève, transformant l'archipel en foyers de résistance et de lutte : 13 morts, près de 300 blessés, 4 000 personnes incarcérées, dont 7 déportées en métropole, et 500 disparus sur 271 000 habitants ; 743 entreprises détruites ou à l'arrêt, entraînant près de 30 000 chômeurs. La CGT et l'Avenir social lancent un appel à la solidarité pour financer la banque alimentaire

Soutien CGT au CGIL, syndicat italien

La loi DDL Sicurezza s'attaque aux principes fondamentaux des humains à résister même passivement, à manifester, à se réunir, à exprimer un désaccord dans l'espace public avec la possibilité d'emprisonner des femmes enceintes et des mères d'enfant de moins d'un an, l'introduction du délit de résistance passive, d'infractions pénales rendant ainsi impossibles toutes formes de résistance pacifique. L'espace public n'est pas la propriété du gouvernement. A cause de son gouvernement d'extrême-droite et du dangereux jeu de dédramatisation auquel se livre Madame Meloni auprès des instances européennes, l'Italie fait figure de laboratoire de l'extrême droite au pouvoir. Les attaques contre nos camarades italiens et contre leurs moyens d'action sont des attaques contre l'ensemble du mouvement syndical.